

et il a bondi pour dire cette fois-ci qu'il n'y avait rien de nouveau. Le ministre, ou celui qui a chuchoté à son oreille, n'est vraiment pas au courant de l'état actuel des négociations entre les gouvernements fédéral et provincial. S'il est au courant, les propos que le premier ministre a tenus à la Chambre l'autre jour ne concordaient pas exactement avec les faits.

● (2.40 p.m.)

En répondant directement à cette question, le premier ministre a dit—le ministre me regarde maintenant avec un certain intérêt—qu'il attendait une réponse du premier ministre Smith au sujet de la dernière missive qui lui avait été adressée. Donc, lorsque le ministre dit qu'il y a du nouveau, et se récuse immédiatement, c'est la preuve ultérieure du manque d'intérêt porté aux négociations qui ont lieu entre les gouvernements fédéral et provincial à propos de l'aciérie de Sydney. Un ministre qui proclame l'intérêt et l'inquiétude que lui inspire le problème de Sydney devrait rougir.

Je rappelle aussi au ministre qu'un de ses collègues, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, a dit devant 20,000 personnes, à Sydney, que le gouvernement fédéral cherchait désespérément une solution satisfaisante au problème de l'aciérie de Sydney. «Cherchait désespérément» sont les mots mêmes du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Ce n'est plus le problème du Cap-Breton mais celui de la Nouvelle-Écosse, car la population de toute la province aide à cet égard. Les contribuables de la Nouvelle-Écosse portent le fardeau. Le gouvernement de cette province a exposé une solution très simple au gouvernement fédéral: il lui a demandé de lui prêter 50 p. 100 du prix d'achat de l'usine. Le gouvernement fédéral a eu la mesquinerie de refuser, ce qui contredit complètement le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, qui a dit que le gouvernement cherchait désespérément un moyen d'aider l'industrie. Le gouvernement fédéral pourrait facilement résoudre le problème, en prêtant au gouvernement de la Nouvelle-Écosse 50 p. 100 des fonds nécessaires à l'achat de l'aciérie. S'est-il vraiment acharné à trouver des moyens de remédier à la situation? Avait-il vraiment l'intention de tenir sa promesse et de venir en aide aux métallurgistes de Sydney? Lundi dernier, au cours d'un programme

de télévision national, le premier ministre a dit que si le maintien des emplois n'était qu'une question d'argent, il serait heureux de dépenser l'argent nécessaire.

La Nouvelle-Écosse a demandé un prêt d'environ 12 millions de dollars à cette fin, mais le gouvernement fédéral le lui a refusé sans pitié. A l'époque où le gouvernement était saisi de la demande, le ministre du Commerce a signé un accord en vue de prêter 20 millions de dollars au gouvernement de l'Inde. Mes propos à ce sujet ont été interprétés comme une prise de position contre l'aide extérieure. C'est tout à fait inexact. Si je m'oppose à ce que le gouvernement prête 20 millions de dollars à un pays étranger, alors qu'il refuse de prêter un peu plus que 50 p. 100 de ce montant à un gouvernement provincial, c'est pour montrer encore une fois que le gouvernement actuel ne se préoccupe nullement de ce problème et ne démontre pas la véracité des déclarations du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, selon lesquelles, je le répète, le gouvernement fédéral faisait l'impossible pour trouver un moyen de venir en aide à l'industrie sidérurgique de Sydney. Les honorables vis-à-vis prennent plaisir à voir dans mon attitude un rejet de l'aide étrangère. Ils disent volontiers que je ne veux pas nourrir les enfants qui meurent de faim en Inde. C'est l'interprétation qu'on a donnée au fait que j'ai protesté contre un prêt de 20 millions de dollars à l'Inde alors qu'on refuse de prêter à une province canadienne 12 millions de dollars pour aider nos propres citoyens.

Il me semble qu'à long terme le gouvernement fédéral bénéficierait d'un prêt semblable à la Nouvelle-Écosse. Si le gouvernement lui prêtait cet argent, d'ici quelques années il percevrait des impôts sur le revenu des ouvriers de l'acier à Sydney. Mais si le gouvernement demeure implacable, 3,000 citoyens canadiens deviendront chômeurs; non seulement le gouvernement ne percevra pas d'impôt sur leur revenu, mais il devra leur verser des prestations d'assurance-chômage. Cela représente un montant considérable.

Je le répète, monsieur le président, ce gouvernement qui prétend chercher désespérément le moyen d'aider ces gens, a prêté 20 millions de dollars à un gouvernement étranger tout en refusant à des citoyens canadiens la chance de travailler. C'est une dénégation totale de la déclaration du premier ministre